

# INFIRMIER-E-S ANESTHÉSISTES :



## UNE RENTRÉE SOUS TENSION, MAIS EN ORDRE DE MARCHÉ!

Le 21 mai dernier s'est tenue une journée d'action « *coup de semonce* » avec 2 heures de grève et des rassemblements des IADE partout où cela était souhaité. Un sitting était aussi organisé devant le Ministère de la Santé pour soutenir la délégation reçue par la Direction Générale de l'Offre de Soins.

Ce mouvement, lancé à l'initiative de la CGT et du SNIA, a été un franc succès partout en France et les IADE sont allé-e-s au ministère dans un esprit positif en apportant des propositions constructives vis-à-vis des problématiques de notre système de santé.

Hélas, le ministère n'en a pas tiré les conclusions qui s'imposaient :

- Les représentants de l'intersyndicale et des étudiants qui devaient être à nouveau reçus avant le début des vacances d'été pour que leur soit présenté un dispositif de groupes de travail censé préparer une évolution positive de la profession attendent toujours... Quant au courrier de relance adressé cet été par la CGT au ministère, il est resté sans réponse...

**Juillet 2015** était aussi la date de fin du processus lié au protocole dit « *Bachelot* ». Les IADE peuvent donc maintenant en faire le bilan sans être parasité-e-s par de faux espoirs ou des annonces trompeuses... et ce bilan est sombre :

- ☞ Quelle que soit la décision prise lors du droit d'option, aucun-e IADE ne bénéficie d'une rémunération adaptée à la juste reconnaissance de sa qualification et ses responsabilités.
- ☞ Alors que les conditions de travail ne cessent de se dégrader, les IADE ayant choisi ou étant versé-e-s d'autorité dans le corps des infirmier-e-s spécialisé-e-s (à terme, la totalité des IADE) ne bénéficient plus d'aucune reconnaissance de la pénibilité de leur exercice professionnel
- ☞ Aucun-e IADE ne voit non plus sa profession et son exercice réel de terrain reconnu au juste niveau.



**Au-delà du protocole « Bachelot », le contexte s'alourdit pour les IADE :**  
La pression financière dégrade constamment la qualité de vie personnelle et l'exercice professionnel des IADE comme de tous les professionnels de santé  
La CGT dénonce cette logique marchande qui est aussi responsable d'une baisse constante des effectifs d'IADE

- (seul-es paramédicaux spécialisé-es en urgence pré-hospitalière) dans les SMUR, alors même que la carence de médecins urgentistes a amené certains de ces services à réduire leur nombre d'équipes, à en médicaliser certaines avec des internes (!) ou pire encore à fermer temporairement, ce qui est du jamais-vu.

**CE RECU SANS PRÉCÉDENT D'UN SYSTÈME QUI ÉTAIT CONSIDÉRÉ COMME UN MODÈLE À SUIVRE PAR LES AUTRES PAYS POSE UNE QUESTION :**

**Qui, aujourd'hui, prend en charge les urgences médicales pré-hospitalières, si ce n'est plus les professionnels de santé spécialisés ?**

Des établissements tant publics que privés tentent aussi, dans leurs blocs opératoires, de contourner l'exclusivité de titre et de fonction des IADE, par des démarches d'embauches d'infirmier-e-s « d'anesthésie » étrangers, à la formation et à l'exercice professionnel totalement différents.

Enfin, ultime camouflet, le gouvernement annonce maintenant la création de toute pièce de nouveaux paramédicaux de pratique avancée en excluant cette

- reconnaissance pour les IADE, alors que c'est leur mode d'exercice depuis plus de 60 ans et que leur profession est graduée « Master » comme l'exigera ce futur statut.
- La situation des IADE, de leurs patients et collègues, est donc explosive et, faute de réponse concrète du ministère à la journée d'alerte du 21 mai, la CGT mettra tout en œuvre pour assurer le succès de la journée de grève et de la manifestation nationale des IADE :

## le 1<sup>er</sup> Octobre 2015 à PARIS

Les représentants régionaux et nationaux de la profession se réuniront aussi le 11 septembre à la Bourse du travail de Paris lors d'une réunion organisée par la CGT avec le SNIA. Ils appellent au rassemblement des IADE de France pour préparer la manifestation du 1<sup>er</sup> octobre et assurer le succès de cette journée de grève nationale.